

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 22/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

45 chemin de la Meteline
04200 Sisteron

Références : DEP-MAN-2026-00029
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux

pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

La présente inspection concernait de manière spécifique les tours aéro réfrigérantes susceptibles de donner lieu à des risques de prolifération de légionnelles.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article art.12 II.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 01/03/01	Sans objet
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.23	Sans objet
3	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article art.26.VI	Sans objet
4	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article art.5	Sans objet
6	Analyses Méthodiques des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
7	Plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 b)	Sans objet
8	Procédures spécifiques d'arrêt	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)	Sans objet
9	Traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	préventif	article Art.26 I-2 b)	
10	Nettoyage préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 c)	Sans objet
11	Fréquences des prélèvements pour l'analyse legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3 a)	Sans objet
12	Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3 b)	Sans objet
13	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 d)	Sans objet
14	Transmission des résultats à l'IIC	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Sans objet
15	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
16	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
17	Actions à mener en cas de présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 3)	Sans objet
18	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 IV-2	Sans objet
19	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 V	Sans objet
20	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.28 1 et 2.	Sans objet
21	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 33	Sans objet
22	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 31, 32 et 36	Sans objet
23	Valeurs limites de rejet (milieu	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.38	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	naturel)		
24	Valeurs limites de rejet (STEP)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.39	Sans objet
25	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.60	Sans objet
26	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.22	Sans objet
27	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 9	Sans objet
28	Déclaration du produit biocide	Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R. 522-18 et article L. 522-2 du code de l'environnement	Sans objet
29	Etiquetage pour produit avec AMM	Règlement européen du 22/05/2012, article 69.2	Sans objet
30	FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
31	FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
32	Stockage, utilisation et élimination	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pu démontrer que son système de suivi est adapté et pertinent.

Si l'exploitation, la surveillance, et l'entretien sont sous traitées. La supervision et le suivi qu'il met en place permet de garantir la bonne prise en compte des risques liés à ce type d'installation. Les résultats de la surveillance valident les stratégies d'exploitation, de traitement de suivi mises en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 01/03/01
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations sont classées sous le régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2921 (volumé d'activité maximal de 20000kW).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 3 TAR actuellement en service, référencées:</p> <ul style="list-style-type: none"> • TAR 205, (nommée bâtiment 205 dans GIDAF) de puissance 1743 kW • TAR 415 A, (nommée bâtiment 415 dans GIDAF) de puissance 1625 kW • TAR 415 B (nommée bâtiment 415 dans GIDAF) de puissance 1625 kW <p>Les TAR des bâtiments 207 et 204 ont fait l'objet d'une cessation d'activité en 2024 actée par rapport de l'inspection des installations classées (voir courrier DEP-MAN-2024-102).</p> <p>Les autres TAR associées aux bâtiment 204, 205, 207 et 209 ont été supprimées auparavant.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation en cours de rédaction viendra mettre en cohérence la puissance réelle des installations avec l'autorisation administrative du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes [...].</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées [...]. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, [...].</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis ou présenté d'une part la liste des personnes désignées comme en charge de l'exploitation des TAR pour le site du Sisteron (désignés par le directeur de site) et d'autre part la liste exhaustive du personnel susceptible d'intervenir sur ses TAR (que ce soit du personnel SANOFI, ou du personnel d'entreprises sous traitantes (Nalco, Equans, Eurofin...) en charge des prélèvements, du traitement, ou de l'entretien des TAR.</p> <p>Il a fourni pour chaque personne identifiée, la date de la dernière formation, le programme de la formation et l'attestation correspondante. Le carnet de suivi des installations fait état d'un suivi précis et adapté des personnels intervenant (notamment pour le personnel externe pour lequel l'exploitant s'assure de la bonne réalisation des formations en amont de leur venue sur site, en particulier dans le cadre de la réalisation des plans de prévention auxquels sont joints systématiquement les attestations de formation requise, et la liste des personnes susceptibles d'intervenir). Les rapports des entreprises sous traitantes identifient de manière nominatives le personnel ayant intervenu, et le croisement avec le suivi de l'exploitant montre une cohérence entre les données.</p> <p>Il apparaît donc que le sujet est maîtrisé par l'exploitant qui s'assure que le personnel dispose bien des compétences adaptées, avec des formations adaptées et régulièrement renouvelées. Enfin, les TAR sont situées à l'intérieur de l'enceinte clôturée du site. Aucune personne étrangère à l'établissement n'a accès libre aux installations.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera de la bonne réalisation de la formation spécifique de M. Montlevier (pour lequel la convocation a été présentée), récemment désigné comme responsable de l'exploitant des TAR en complément de M. Carletto, et pour lequel la formation est prévue en mai 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article art.26.VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des personnels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. <p>[...]</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des EPI nécessaires, et d'un stock de secours (notamment gants, combinaisons, masques FFP3, protection auditives). Les consignes sont claires et détaillées dans les procédures de travail, et dans les plans de prévention établis avec les entreprises sous traitantes.</p> <p>L'exploitant fournit les EPI aussi bien à ses employés qu'aux entreprises sous-traitantes en tant que de besoin.</p> <p>L'inspection a pu contrôler la présence d'un stock d'EPI sur site ainsi que le bon affichage des consignes relatives au port de ces EPI à l'entrée des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Règles d'implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article art.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ;</p> <p>b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.</p>
<p>Constats :</p>

Les installations sont conformes aux dispositions réglementaires concernant les règles d'implantation.

S'agissant d'installations au sein d'un site SEVESO, elles s'intègrent d'une manière globale dans l'enceinte du site et leur impact potentiel est pris en compte de manière globale dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques accidentels (EDD notamment) pour ce qui concerne les risques accidentels, et dans la démarche de réduction des risques chroniques (directive IED et réglementation générale) s'agissant des risques chroniques et des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article art.12 II.

Thème(s) : Risques chroniques, Conception

Prescription contrôlée :

a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.

[...]

c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.

d) Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.

[...]

Constats :

L'exploitant a pu justifier de la conception globalement adaptée des TARs (que ce soit dans le cadre de l'exploitation courante, de l'exploitation en situation accidentelle, des besoins d'entretien, ou de la surveillance).

Pour les TARs du 415, il a présenté le justificatif de présence du dévésiculeur ainsi que le justificatif de conformité du taux d'entraînement. Concernant la TAR du 205 (datant de 1996), il semble qu'elle présente un dévésiculeur (voir AMR), mais les plans techniques ne le font pas apparaître. L'exploitant devra donc transmettre les justificatifs idoines.

De plus, l'AMR fait état d'un bras mort sur cette installation. Le bras mort est d'une longueur assez faible, et concerne l'injection d'eau d'appoint. Une procédure spécifique en cas de mobilisation d'eau issue de ce bras mort est prévue (§ 8.2 du manuel d'exploitation) avec injection de produit pour garantir toute absence de risque. Toutefois, comme recommandé dans l'AMR l'exploitant devra justifier du plan d'action prévu pour supprimer ce facteur de risque. Un projet de remplacement de la TAR par un système de groupe froid a été évoqué en inspection. L'exploitant devra se positionner sur ce point en proposant un plan d'action, associé à un délai de réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira sous un mois à l'inspection le justificatif de présence d'un dévésiculeur sur la TAR du 205, ainsi que le plan d'action prévu pour supprimer le risque identifié à la présence d'un bras mort sur la TAR du 205 tel qu'identifié dans l'AMR et tel que constaté sur site, lors de la visite de terrain.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Analyses Méthodiques des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...] [...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter les AMR des différentes installations. L'analyse détaillée exhaustive de ces AMR n'a pas été réalisée par l'inspection, mais ces AMR détaillent bien les points attendus réglementairement. En particulier elles détaillent les installations, les différents circuits, les technologies utilisées, les éléments importants de conception, et identifient les facteurs de risques, et leur niveau de criticité, en fournissant des recommandations quant au traitement de ces risques. Les éventuels bras morts sont analysés. Les AMR sont revues de manière annuelle. Aucun changement récent dans la stratégie de traitement ou dans la conception des installations n'a nécessité une mise à jour hors de cette fréquence annuelle. L'exploitant devra prendre en compte les remarques issues de la dernière révision de l'AMR en mettant en œuvre le plan d'action adapté, et en mettant en cohérence, en cas de besoin, le plan</p>

de traitement et de surveillance découlant de ces AMR. Les remarques ne semblent toutefois pas remettre en cause la pertinence de la stratégie de traitement globale mise en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra prendre en compte les remarques issues de la dernière révision de l'AMR en mettant en œuvre le plan d'action adapté. Ce plan d'action priorisé en fonction des facteurs de risques sera transmis sous 6 mois à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 b)
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'entretien et plan de surveillance
Prescription contrôlée : <p>[...] Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, [...] le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>[...] Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>[...] Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]</p>
Constats : <p>Le manuel d'exploitation (version 3 de décembre 2025) définit et justifie le plan d'entretien préventif et de surveillance.</p> <p>Il précise la stratégie d'entretien (§4 et 5), justifie les choix réalisés (produits, fréquence) (§4 et 5), ainsi que les installations et indicateurs permettant le suivi de l'efficacité du traitement (§6). En ce qui concerne les paramètres de suivi, ils sont détaillés, et les cibles sont précisées. Les actions prévues en cas de dépassement sont également indiquées.</p> <p>Les éléments sont cohérents avec les données de l'AMR.</p> <p>L'exploitation de la tour étant sous traitée pour la partie traitement et son suivi, l'exploitant doit s'assurer que l'entreprise sous-traitante réalise bien le suivi des paramètres importants d'efficacité du traitement définis dans le manuel d'exploitation, et l'alerte en cas de dérive. Il a pu fournir, en inspection, les rapports de contrôles journaliers fournis par l'entreprise en charge du traitement. Il doit rester attentif à suivre l'ensemble des paramètres listés au §5.1 de son manuel d'exploitation et à ce que des alertes spécifiques soient faites en cas de situations anormales.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Procédures spécifiques d'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures spécifiques d'arrêt
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : [...]
<p>Constats :</p> <p>Le manuel d'exploitation (version 3 de décembre 2025) et la procédure interne QU-SOP-0081916 (version du 23/12/2025, §5) détaillent les procédures applicables en cas d'arrêt ou de redémarrage des installations que ce soit suite à une détection de légionelle ou en fonctionnement courant. La procédure relative a des arrêts longue durée (> 48h) devra être précisée comme préconisé dans l'AMR.</p> <p>La bonne application de cette procédure d'arrêt a été contrôlée sur les périodes d'arrêt identifiées en 2025. Les éléments présents dans les fiches de vie des installations sont conformes à ce qui est prévu dans les procédures et le manuel d'exploitation des installations notamment en ce qui concerne les quantités et type de produit à injecter.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 b)
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>[...] L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p>

<p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. [...]</p> <p>La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La stratégie de traitement est détaillée et justifiée dans le manuel d'exploitation (dernière version de décembre 2025 - version 3).</p> <p>Les produits de décomposition sont listés, et la limitation de l'utilisation de biocide non oxydant justifiée.</p> <p>La stratégie de traitement n'a pas subi de modification récente devant entraîner une mise à jour de l'AMR.</p> <p>L'inspection a contrôlé que les produits de traitement utilisés sont ceux mentionnés dans le manuel d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les fiches de vie des TARs ne font pas apparaître les dates et quantités de produits injectés dans le cadre du traitement préventif. L'exploitant devra donc transmettre à l'inspection les quantités de produits injectés (à la maille mensuelle, et annuelle), justifiant de la cohérence entre le prévisionnel prévu dans la stratégie d'entretien (notamment §3.2 du manuel d'exploitation) et le traitement réel mis en œuvre, permettant de statuer sur la cohérence de la stratégie de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Nettoyage préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de</p>

légionelles. [...]
Constats : L'exploitant a justifié de la réalisation de l'opération de nettoyage par une société externe. Les rapports de Nettoyage ont été transmis. Un des techniciens en charge des opérations ne fait pas partie de la liste des personnes autorisées à intervenir sur le TAR. L'exploitant a pu justifier de la bonne réalisation par ces personnes de la formation adaptée. Il veillera à compléter de manière exhaustive sa liste des personnels autorisés à intervenir sur les TARs (y compris pour le personnel externe (AXIMA, INEO EQUANS)).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Fréquences des prélèvements pour l'analyse legio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences des prélèvements pour l'analyse legio
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la durée de fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant a pu justifier de la réalisation du contrôle selon la fréquence mensuelle attendue. Les résultats sont transmis tous les mois pour les 3 TAR à l'Inspection. Les rapports complets concernant les trois dernières analyses (conformes) ont été transmis à l'Inspection. Aucun dépassement n'est observé depuis 2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-3 b)
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvements
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...]
Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]
En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement

d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, [...]
<p>Constats :</p> <p>Le manuel d'exploitation précise l'emplacement du point de prélèvement au §2.4. Si les points de prélèvements choisis respectent les dispositions réglementaires, l'exploitant devra prendre en compte sur ce sujet les remarques issues des AMR.</p> <p>Le marquage des prélèvements a été observé de manière partielle sur les installations le jour de la visite. L'exploitant a apposé les marquages manquants immédiatement suite à l'inspection et a transmis les justificatifs à l'Inspection.</p> <p>Les opérateurs ayant réalisé les prélèvements sont correctement formés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 d)
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats de l'analyse des légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début de l'analyse. - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports contrôlés par sondage (Novembre et Décembre 2025, janvier 2026) comportent l'ensemble des informations requises. Aucun dépassement n'est identifié ces dernières années. Le personnel effectuant les prélèvements est bien listé dans le personnel autorisé par l'exploitant (voir constat spécifique) et a réalisé les formations nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Transmission des résultats à l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)
--

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'Inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : Les résultats des analyses sont transmis à l'Inspection conformément aux directives nationales (via l'outil GIDAF notamment).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)
Prescription contrôlée : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ; c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ; e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...]. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours.

<p>Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun dépassement n'a été observé.</p> <p>L'exploitant dispose bien d'une procédure détaillant la démarche à mener en cas de dépassement, conformément aux attentes de l'arrêté ministériel précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10³ UFC/L)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...].</p> <p>b) Cas de dépassements multiples consécutifs :</p> <p>Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]</p> <p>Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.</p> <p>La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.</p> <p>Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun dépassement n'a été observé.</p>

L'exploitant dispose bien d'une procédure détaillant la démarche à mener en cas de dépassement, conformément aux attentes de l'arrêté ministériel précité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Actions à mener en cas de présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 3)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de présence de flore interférente
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats transmis via GIDAF annonce une non conformité relative à la présence de flore interférente.</p> <p>Il s'avère qu'aucun prélèvement n'a identifié la présence de flore interférente.</p> <p>Dans le cas d'espèce, le laboratoire de contrôle n'a pu procéder, au mois de décembre 2025 à la mesure de la flore interférente, à la suite d'un incendie sur ses installations. L'exploitant a pu fournir une communication du laboratoire sur ce sujet. Les analyses sont conformes sur l'ensemble des autres rapports. L'exploitant a donc déclaré sur GIDAF une non conformité considérant l'absence de réalisation de la mesure.</p> <p>Toutefois, le laboratoire aurait dû alerter l'exploitant immédiatement afin de procéder à une nouvelle prise d'échantillon sans attendre l'échéance du mois d'après.</p> <p>L'exploitant dispose bien d'une procédure traitant le cas de détection de flore interférente conformément aux attentes de l'arrêté ministériel précité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à se rapprocher de son laboratoire d'analyse pour mieux préciser la démarche attendue en cas d'impossibilité d'analyse ponctuelle à savoir la réalisation rapide d'un nouvel échantillonnage et d'une nouvelle analyse sans attendre l'échéance réglementaire suivante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Le carnet de suivi a été présenté. Il dispose et regroupe tous les éléments de formalisation et de suivi attendus relatifs à la gestion des TARs et des sujets liés (personnel, formations et attestation, documentation technique, suivi réglementaires, procédures, plan d'entretien et de surveillance, fiche de vie des installations, suivi des opérations techniques...). En particulier, toutes les opérations menées sur les TARs y sont consignées, incluant les quantités de produits utilisés, et les quantités d'eau consommées.</p> <p>Ce carnet de suivi est numérique et est en lien avec les différents outils informatiques de l'exploitant en ce qui concerne, notamment, le suivi des formations, le suivi des plans de prévention avec les entreprises extérieures, le suivi réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 V
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>[...]</p> <p>Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel est effectué via le reporting GEREP. Il a été présenté le jour de l'inspection et présente l'ensemble des informations attendues. L'exploitant est en mesure de justifier de la consommation en produit biocide notamment, des consommations d'eau, des périodes d'arrêt ou de dysfonctionnement des installations.</p> <p>Il est considéré que l'ensemble des éléments dont il dispose lui permette de justifier du bon suivi des installations, et de la cohérence entre la réalité et les éléments établis dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de traitement (notamment quantité de produit et fréquence</p>

d'injection).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.28 1 et 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. [...]</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau et d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/heure.</p> <p>[...] L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; - matières en suspension < 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements d'eau sont effectués dans une masse d'eau issue d'une ressource stockée et maîtrisée. L'exploitant doit adapter le prélèvement selon la réglementation en vigueur en fonctionnement du déclenchement des alertes sécheresse. Ces dernières années, la ressource concernée n'a pas fait l'objet d'arrêt</p> <p>Les prélèvements sont de plus réglementés dans l'AP d'autorisation du site, et suivi par l'exploitant via ses relevés et son Plan de Sobriété Hydrique.</p> <p>L'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance annuelle n'ayant pas montré de non conformité. Les rapports ont pu être présentés le jour de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art 33
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements pour les contrôles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.</p> <p>Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ;</p>

<p>b) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ;</p> <p>c) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manuel d'exploitation précise l'emplacement des points de prélèvement. Sur les schémas présentés, l'emplacement des points semble pertinent.</p> <p>Le contrôle terrain n'a pas permis de détecter de non conformité dans l'implantation de ces points de prélèvements.</p> <p>La formalisation du marquage des points de prélèvement (pour ceux manquants) a été réalisée suite à l'inspection, les justificatifs ayant été fournis à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant devra prendre en compte les remarques issues de l'AMR sur ce sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Collecte et rejet des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 31, 32 et 36</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 31 : collecte des effluents</p> <p>a) Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées du site puis, sous réserve du respect des valeurs limites ci-dessous fixées, rejetées au milieu naturel ou raccordées à une station d'épuration.</p> <p>Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7.</p> <p>b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduelles de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>c) Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>d) Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de</p>

l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.

Art 32 :

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Art 36 :

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.

Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet.

Constats :

Le rejet des eaux résiduaires des TAR est effectué conformément aux dispositions précitées sur l'ensemble des points. Elles sont analysées en sortie d'installation puis rejoignent les autres eaux résiduaires du site vis le réseau égouts chimiques. Elles transitent par la STEP avant rejet au milieu naturel via le rejet unique global du site (après une nouvelle analyse de la qualité de l'eau).

Les rejets sont à la fois analysés en sortie d'installation selon les fréquences réglementaires attendues, mais également en sortie de site, après traitement global STEP selon les règles applicables au site dans le cadre de l'application de la directive IED.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Valeurs limites de rejet (milieu naturel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.38

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (milieu naturel)

Prescription contrôlée :

I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.

<p>[...]</p> <p>II. Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.</p> <p>En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées en sortie de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de contrôles fournis et contrôlés par sondage ainsi que les déclarations GIDAF (2025) ne montrent pas de dépassement des valeurs limites d'émission réglementaires en sortie d'installation.</p> <p>Le manuel de fonctionnement présente la liste des produits à rechercher considérant les biocides utilisés ainsi que les valeurs attendues. (§4.2).</p> <p>Le dernier rapport de contrôle transmis montre l'absence d'analyse de produits de décomposition des biocides identifiés dans le manuel de fonctionnement. Un courrier du laboratoire d'analyse a été présenté, reconnaissant l'erreur. Le contrat passé par l'exploitant mentionne bien la nécessité de réaliser ces analyses et les autres rapports font bien état de ces analyses. Il semble donc s'agir d'une erreur ponctuelle.</p> <p>L'exploitant devra être attentif à ce que les contrôles réalisés soient bien exhaustifs en particulier en ce qui concerne les produits de décomposition des biocides.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 24 : Valeurs limites de rejet (STEP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.39</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (STEP)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <p>MEST : 600 mg/l ;</p> <p>DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</p> <p>Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi en sortie STEP n'est pas spécifique aux TAR mais commun à l'ensemble de l'installation. Les paramètres précités sont bien analysés dans ce cadre, mais ne reflètent pas du fonctionnement des TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.60
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans l'arrêté ministériel susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Cf constats précédent. Les analyses réglementaires des rejets sont réalisés aux fréquences attendues. Les rapports de contrôle, et les résultats déclarés sur GIDAF ne montrent pas de dépassement des VLE. L'analyse est réalisée à la fois en sortie d'installation (point représentatif du fonctionnement des TARs), et également sur le flux global des eaux résiduaires du site en sortie de STEP (qui ne traduit pas directement le fonctionnement des TARs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.22
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Les installations et les lieux de stockage des produits chimiques sont munies de rétentions, que ce soit au niveau des installations (armoires contenant le stock de produit immédiatement nécessaire à l'exploitation), ou que ce soit au niveau du stockage du stock de secours pour les produits (notamment biocides) utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 9

Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. [...]
Constats : L'exploitant est en mesure de justifier de la quantité de produits dangereux utilisés dans le cadre de l'exploitation des TAR. Les quantités et stocks présents dans les installations sont relevées de manière journalières (suivi papier présenté). L'exploitant ne dispose pas d'un suivi précis de la quantité totale de produit présent sur site. Toutefois, considérant les quantités nécessaires telles qu'identifiées dans la stratégie de traitement, les quantités minimales recommandées sur site, et le type de conditionnement de ces produits, chaque produit présent sur site est limité à un contenant, ce qui permet à l'exploitant d'avoir en permanence une idée précise du stock maximal pour chaque produit. Un suivi plus fin ne semble pas nécessaire en termes de gestion des risques. Les stocks présents le jour de l'inspection sont cohérents avec les éléments présents dans le manuel d'exploitation (type de contenant, quantité minimale recommandée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Déclaration du produit biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R. 522-18 et article L. 522-2 du code de l'environnement
Thème(s) : Produits chimiques, Déclaration dans BioCid
Prescription contrôlée : La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national. Elle comporte : 1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ; 2° Le nom commercial du produit ; 3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ; 4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ; 5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ; 6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ; 7° Le type d'usage ; 8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ; 9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise 5 produits pour le traitement de ses installations:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 biocides: <ul style="list-style-type: none"> ◦ ST40 (Stock de 1000L) - NALCO - Type d'autorisation: Transitoire ◦ 77352 (Stock de 1000 L) - NALCO - Type d'autorisation: Sous autorisation de mise sur le marché ◦ 2510 (bidon de 25 kg) - NACLO - Type d'autorisation: Transitoire • un inhibiteur d'entartrage et de corrosion 3DT250 (stock de 1000L) - Type d'autorisation: Transitoire • un biodétergent 77393 (bidon de 25 kg) - <p>L'exploitant a pu présenter pour les biocides la déclaration biocide. Les produits sont donc bien autorisés dans le cadre de leur utilisation.</p> <p>Aucun autre produit que ceux identifiés dans la stratégie de traitement n'ont été observés le jour de l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 29 : Etiquetage pour produit avec AMM

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage du produit biocide – transvasement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques ; b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme « nano » entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux ; c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission ; d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation ; e) le type de formulation ; f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé ; g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation ; h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins ; i) la phrase « Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi » et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ; j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage ; k) le numéro ou la désignation du lot de préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage ; l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter

<p>entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport ;</p> <p>m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité ;</p> <p>n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la consommation de l'eau ;</p> <p>o) dans le cas des produits biocides contenant des microorganismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE. Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des produits utilisés sont étiquetés de manière conforme aux attentes réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 30 : FDS du produit biocide

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS sont bien disponibles en langue française et conformes pour les produits présents sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 31 : FDS du produit biocide

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Accessibilité de la FDS aux salariés concernés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Les FDS sont bien disponibles pour les utilisateurs pour les produits présents sur site. Elles ont été présentées le jour de l'inspection et présentent l'ensemble des informations réglementairement attendues que ce soit en ce qui concerne les conditions de stockage, ou d'utilisation, ou que soit vis-à-vis des informations liées au risque intrinsèques au produit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 32 : Stockage, utilisation et élimination

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle de prescriptions de la FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.»
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection aucune non conformité n'a pu être relevée quant aux conditions de stockage ou d'utilisation des produits concernés considérant les FDS des produits. Les conditions de stockage sont conformes aux préconisations des FDS et des AMR. Les dates de péremption des produits présents n'étaient pas dépassées. La gestion des déchets est réalisée conformément aux règles applicables à ce type de site industriel (procédure non spécifique aux TARs). La quantité de produit présente sur site pour chacun des produits identifiés dans la stratégie de traitement est cohérente que ce soit pour assurer le traitement correct (quantité minimale) ou pour limiter l'impact en termes de risques d'accident (quantité maximale limitée à un contenant [25kg, ou 1000l en fonction du type de conditionnement usuel pour ces produits]).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S'il n'a jamais observé de problématique de prise au gel des produits utilisés dans le cadre de l'exploitation des TARs. L'exploitant devra tout de même s'assurer que le conditionnement des produits garantit une absence de prise au gel en cas de grand froid (les FDS précisant qu'il faut se prémunir du risque de gel) que ce soit au niveau des stockages tampons des installations, ou au niveau du stockage général.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>